

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2020/43808]

Het GO! onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap. — Pedagogische Begeleidingsdienst. — Tweede oproep tot de kandidaten voor de functie van pedagogisch begeleider secundair onderwijs (1FT)

Het GO! onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap informeert de geïnteresseerden erover dat volgende oproep werd gepubliceerd: een tweede oproep tot de kandidaten voor een aanstelling als pedagogisch begeleider secundair onderwijs die in hoofdzaak de rol opneemt van ondersteuner van professionaliseringsinitiatieven met de focus op de vakken van de harde sector bij de Pedagogische Begeleidingsdienst (PBD) van het GO! onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap.

De oproep geldt voor het invullen van één effectieve vacature (1 FT) en het aanleggen van een wervingsreserve voor dat bevoegdheidsdomein.

In de oproep zijn de voorwaarden voor deelname en de modaliteiten in verband met de inschrijving en de selectiecriteria opgenomen. De limietdatum voor inzending van het kandideringsformulier en het portfolio is vastgesteld uiterlijk op 15 december 2020.

De oproep, verschenen op de GO!-website, kan ook ingekeken worden in iedere instelling van het GO! onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap of geraadpleegd/gedownload worden via www.g-o.be/jobs.

Een exemplaar van de oproep kan ook aangevraagd worden bij de centrale administratieve diensten van het GO! op telefoonnummer : 02-790 94 71 of 02-790 94 75.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/43798]

Centre régional d'appui à la Cohésion sociale (CRACS). — Appel à candidatures

1. Base légale

Le Décret de la Commission communautaire française du 30 novembre 2018 relatif à la Cohésion sociale prévoit, en son article 36, que le Collège désigne et subventionne un Centre régional d'appui de la cohésion sociale (dénommé CRACS). Il est désigné pour une durée indéterminée;

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juin 2019 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 30 novembre 2018 relatif à la cohésion sociale en précise les modalités aux articles 86 et suivants.

2. Missions

1°) Le CRACS est chargé d'élaborer, en discussion avec les concertations locales, un rapport annuel d'évaluation sur l'application du décret dans l'ensemble de la Région, et de proposer au Collège des orientations nouvelles pour cette politique.

2°) Il organise la rencontre des acteurs de la cohésion sociale au niveau régional.

3°) Il est chargé d'organiser un accompagnement méthodologique des coordinations et des concertations locales.

4°) Il veille à la transversalité du secteur.

5°) Il remet annuellement un rapport d'activité au Collège.

3. Conditions d'éligibilité

Pour être désigné CRACS, il faut :

1°) être une association sans but lucratif belge reconnue ou subventionnée par la Commission communautaire française, la Communauté française ou la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion des Universités et Hautes Ecoles, et exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

2°) justifier d'une connaissance approfondie et d'une expérience du secteur de la Cohésion sociale, ainsi que d'une bonne connaissance du secteur associatif non-marchand bruxellois et des institutions bruxelloises ;

3°) être capable d'assurer seul la réalisation des missions du CRACS prévues par le décret, et ne peut sous-traiter en tout ou partie ses activités, sauf autorisation expresse et préalable du Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale.

4. Conditions liées à l'exercice des missions

A. Elaboration du rapport annuel et propositions d'orientations nouvelles

Le CRACS élabore un rapport annuel. Ce rapport annuel doit être remis au Collège, chaque année, au plus tard pour le 1^{er} septembre de l'année suivant l'année traitée par le rapport. Le rapport annuel du CRACS est établi dans un souci permanent de transversalité et comprend au moins, en tenant compte de leurs aspects tant régionaux que locaux :

1°) une description, une analyse, une catégorisation et une évaluation des activités des opérateurs agréés et des projets soutenus en vertu du Décret;

2°) une évaluation de la concordance entre les activités des opérateurs agréés et les projets soutenus dans le cadre du Décret et les besoins constatés sur le terrain, ainsi que de leur évolution;

3°) une évaluation de la cohérence entre la politique de cohésion sociale et les autres politiques sociales et de la ville au sens large, que ces compétences relèvent d'autres secteurs de la Commission communautaire française, de la Communauté française, du Fédéral, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune ou de l'Union européenne;

4°) à la demande du Collège, des propositions sur de nouvelles orientations à proposer.

B. Organisation de rencontres avec les opérateurs agréés

1°) Le CRACS organise, au moins une fois par an, une rencontre de tous les opérateurs agréés. Il organise, d'initiative ou en fonction des besoins exprimés par les opérateurs agréés, les concertations locales, la chambre des coordination locale ou le membre du Collège en charge de la Cohésion sociale, soit des groupes de travail thématiques ou transversaux, soit des rencontres ponctuelles entre les acteurs.

2°) Il est chargé de faire circuler l'information, par les moyens les plus adaptés au sein du secteur de la cohésion sociale.

C. Accompagnement méthodologique des coordinations

1°) Le CRACS établit, en concertation avec les services du Collège et les coordinations locales, une grille d'analyse des problèmes et besoins sur le territoire d'une commune. Il fournit aux coordinations locales, les outils nécessaires à l'élaboration du programme communal de cohésion sociale.

2°) Il élabore, en collaboration avec les services du Collège et les coordinations locales, une grille d'évaluation commune des activités des opérateurs agréés et des projets soutenus dans le cadre du Décret.

3°) Il élabore un système informatisé de recueil des données récoltées auprès des opérateurs agréés et des projets soutenus dans le cadre du Décret.

4°) Il apporte un soutien aux Service du Collège à l'élaboration du rapport annuel d'activités rempli par les opérateurs agréés.

5°) Il établit au plus tard le 30 septembre, en concertation avec la chambre des coordinations locales et les services du Collège, un modèle de rapport annuel des coordinations locales. Ces outils devront être dynamiques et pouvoir être adaptés et perfectionnés au fil du temps.

6°) D'initiative, à la demande du Membre du Collège en charge de la Cohésion sociale ou à la demande de la chambre des coordinations locales, Le CRACS organise régulièrement des rencontres de réflexion et d'information avec les coordinations locales.

7°) Il participe, à titre d'observateur, aux concertations locales et, à titre consultatif, aux réunions de la section cohésion sociale du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé.

5. Moyens budgétaires alloués

Le montant de la subvention forfaitaire annuelle octroyée au CRACS est de 259.000 euros. La subvention couvre des frais de rémunération, de formation et de fonctionnement. Cette subvention est indexée annuellement.

Au moins un des travailleurs du CRACS doit être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long.

Un minimum de 60 % du montant doit être affecté à des frais de rémunérations, charges patronales comprises.

6. Candidatures

Les candidatures doivent être adressées, au plus tard le 30e jour ouvrable suivant la publication de l'appel à candidatures au *Moniteur belge*, par envoi recommandé à

La Commission communautaire française

Service Cohésion Sociale

Rue des Palais 42

1030 Schaerbeek

Ainsi qu'une copie à l'adresse cohesionsociale@spfb.brussels

Les actes de candidatures comporteront au moins :

1. Les statuts de l'A.S.B.L.;
2. Un argumentaire prouvant que le candidat répond aux conditions d'éligibilité (maximum 5 pages format A4);
3. Une description de la manière selon laquelle le candidat se propose de remplir les missions qui lui seront confiées, ainsi que des ressources humaines (qualifications, expérience...) et des moyens matériels dont il dispose (locaux, matériel...) pour ce faire (maximum 20 pages format A4);
4. Un rapport d'activité de l'année précédant la candidature;
5. Les comptes de l'asbl ainsi qu'un budget prévisionnel relatif aux missions de CRACS.

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/43798]

Het gewestelijk ondersteuningscentrum voor sociale samenhang (CRACS). — Oproep tot kandidaatstelling

1. Wettelijke grondslag

Artikel 36 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang bepaalt dat het College een "Centre régional d'appui de la cohésion sociale" (gewestelijk centrum voor sociale samenhang), hierna aangeduid als CRACS, aanstelt dat het subsidieert. Het wordt voor een onbepaalde duur aangesteld;

Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juni 2019 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang bepaalt in artikelen 86 en volgende de modaliteiten daarvan.

2. Opdrachten

1°) Het CRACS wordt ermee belast in samenspraak met de lokale overlegplatformen een jaarlijks evaluatieverslag op te maken over de toepassing van het decreet in heel het Gewest en het College nieuwe oriënteringen voor dit beleid voor te stellen.

2°) Het organiseert de ontmoetingen tussen de actoren inzake sociale samenhang op gewestelijk niveau.

3°) Het wordt ermee belast een methodologische begeleiding van de lokale coördinatiestructuren en overlegplatformen te organiseren.

4°) Het waakt over de transversaliteit van de sector.

5°) Het bezorgt jaarlijks een activiteitenverslag aan het College.

3. Voorwaarden om in aanmerking te komen

Om als CRACS aangesteld te worden:

1°) moet het gaan om een Belgische vereniging zonder winstoogmerk die erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de universiteiten en hogescholen, en hoofdzakelijk actief is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2°) moet een grondige kennis en ervaring van de sociale samenhang aangetoond kunnen worden evenals een goede kennis van de Brusselse non-profitsector en de Brusselse instellingen;

3°) moet de kandidaat in staat zijn de opdrachten van het centrum die in het decreet zijn vastgelegd, alleen uit te voeren en mag hij zijn activiteiten niet deels of volledig uitbesteden, behalve indien het collegelid dat bevoegd is voor sociale samenhang daar vooraf uitdrukkelijk mee instemt.

4. Voorwaarden met betrekking tot de uitvoering van de opdrachten**A. Uitwerking van het jaarlijks verslag en voorstellen voor nieuwe oriënteringen**

Het centrum werkt een jaarverslag uit. Dat jaarverslag moet ieder jaar uiterlijk tegen 1 september van het jaar dat volgt op het jaar waarover het verslag handelt, bezorgd worden aan het College. Het jaarverslag van het centrum wordt opgesteld vanuit een transversaal oogpunt en omvat ten minste, met zowel aandacht voor de gewestelijke als voor de lokale aspecten:

1°) een omschrijving, een analyse, een indeling en een evaluatie van de activiteiten van de erkende operatoren en van de op grond van het decreet ondersteunde projecten;

2°) een beoordeling van de overeenstemming tussen de activiteiten van de erkende operatoren, de op grond van het decreet ondersteunde projecten, de op het terrein vastgestelde behoeften en de evolutie daarvan;

3°) een beoordeling van de coherentie tussen het beleid op het vlak van sociale samenhang en de andere sociale en stedelijke beleidsinitiatieven in de brede betekenis, die vallen onder de bevoegdheid van andere sectoren van de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap, de federale overheid, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Europese Unie;

4°) op vraag van het College, voorstellen over nieuwe voor te leggen krachtlijnen.

B. Organisatie van ontmoetingen met het verenigingsleven

1°) Het centrum organiseert minstens één keer per jaar een ontmoeting met alle erkende operatoren. Het organiseert uit eigen beweging of naargelang de behoeften die tot uiting gebracht worden door de erkende operatoren, de lokale overlegplatformen, de kamer van de lokale coördinatiestructuren of het collegelid bevoegd voor sociale samenhang, hetzij thematische of transversale werkgroepen, hetzij gerichte ontmoetingen tussen de actieve krachten.

2°) Het krijgt de taak om de informatie met behulp van de meest geschikte middelen te laten doorstromen in de sector van de sociale samenhang.

C. Methodologische begeleiding van de coördinatiestructuren

1°) Het centrum stelt samen met de diensten van het College en de lokale coördinatiestructuren een analysetabel op van de problemen en behoeften op het grondgebied van een gemeente. Het verstrekt de lokale coördinatiestructuren de noodzakelijke instrumenten om het gemeentelijk programma voor sociale samenhang uit te werken.

2°) Het centrum stelt samen met de diensten van het College en de lokale coördinatiestructuren een gemeenschappelijke evaluatietabel op van de activiteiten van de erkende operatoren en de op grond van het decreet ondersteunde projecten.

3°) Het centrum werkt een computergestuurd systeem uit om de gegevens die vergaard worden bij de erkende operatoren en de gegevens over de op grond van het decreet ondersteunde projecten te verzamelen.

4°) Daarnaast verleent het centrum de diensten van het College ondersteuning bij de uitwerking van het jaarlijks activiteitenverslag dat de erkende operatoren invullen.

5°) Het stelt ten laatste op 30 september in overleg met de kamer van de lokale coördinatiestructuren en de diensten van het College een model van jaarverslag op voor de lokale coördinatiestructuren. Deze instrumenten moeten dynamisch zijn en mettertijd aangepast en geperfectioneerd kunnen worden.

6°) Het centrum organiseert regelmatig uit eigen beweging, op vraag van het collegelid bevoegd voor sociale samenhang of op vraag van de kamer van de lokale coördinatiestructuren reflectie- en informatiegesprekken met de lokale coördinatiestructuren.

7°) Het neemt als waarnemer deel aan de lokale overlegplatformen en met raadgevende stem aan de vergaderingen van de afdeling sociale samenhang van de Franstalige Brusselse adviesraad voor bijstand aan personen en gezondheid.

5. Toegekende budgettaire middelen

De forfaitaire subsidie die jaarlijks aan het CRACS wordt toegekend, bedraagt 259.000 euro. De subsidie dekt bezoldigings-, opleidings- en werkingskosten. Deze subsidie wordt jaarlijks geïndexeerd.

Minstens één van de werknemers van het centrum dient te beschikken over een diploma van het hoger onderwijs van het lange type.

Minstens 60 % van het bedrag moet besteed worden aan bezoldigingskosten, met inbegrip van de patronale lasten.

6. Kandidaturen

De kandidaturen moeten binnen dertig werkdagen na het verschijnen van de oproep tot kandidaatstelling in het *Belgisch Staatsblad* per aangetekend schrijven worden toegestuurd aan

de Franse Gemeenschapscommissie

Dienst Sociale Cohesie

Paleizenstraat 42

1030 Schaarbeek

Er moet ook een kopie worden verstuurd naar cohesionsociale@spfb.brussels

De akten van kandidaatstelling dienen minstens te omvatten:

1. De statuten van de vzw;
2. Een verantwoording die aantoont dat de kandidaat beantwoordt aan de gestelde voorwaarden om in aanmerking te komen (maximaal 5 A4-pagina's);
3. Een beschrijving van de wijze waarop de kandidaat zich voorneemt de opdrachten te verrichten die hem worden toebedeeld, alsook de menselijke middelen (kwalificaties, ervaring, ...) en de materiële middelen (lokalen, materiaal, ...) waarover hij hiertoe beschikt (maximaal 20 A4-pagina's);
4. Een activiteitenverslag van het jaar dat aan de kandidatuur voorafgaat;
5. De rekeningen en een voorbegroting voor de opdrachten van CREDASC.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/43797]

Centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes (CREDAF). — Appel à candidatures

I. Base légale

Le décret de la Commission communautaire française du 30 novembre 2018 relatif à la cohésion sociale prévoit, en son article 39, que le Collège désigne et subventionne un centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes (dénommé le CREDAF).

L'arrêté du 20 juin 2019 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 30 novembre 2018 relatif à la cohésion sociale en précise les modalités aux articles 97 et suivants.

II. Les missions du CREDAF sont :

- 1° accueillir et orienter les adultes francophones et non francophones vers les dispositifs d'alphabétisation et d'apprentissage du français les plus adéquats;
- 2° coordonner, en cohérence avec tous les acteurs en la matière, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale les dispositifs d'alphabétisation pour les adultes francophones et d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour les adultes non francophones et apporter son expertise et ses ressources méthodologiques et pédagogiques en cette matière;
- 3° dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour les personnes adultes francophones et non francophones peu ou pas scolarisées;
- 4° former et accompagner méthodologiquement et pédagogiquement les personnes chargées de dispenser les cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français ainsi que les autres professionnels nécessaires à l'organisation de ces formations;
- 5° détacher auprès de ses partenaires associatifs et publics des formateurs qualifiés pour dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes peu ou non scolarisées.

III. Conditions d'éligibilité

Le candidat doit :

- 1° être une association sans but lucratif belge reconnue ou subventionnée par la Commission communautaire française, la Communauté française ou la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion des Universités et Hautes Ecoles, et exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 2° justifier d'une connaissance approfondie et d'une expérience du secteur de la Cohésion sociale, ainsi que d'une bonne connaissance du secteur associatif non-marchand bruxellois et des institutions bruxelloises ;

justifier d'une connaissance approfondie et d'une expérience en matière d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour adultes ainsi que d'une bonne connaissance des acteurs de l'alphabétisation et de l'apprentissage du français pour adultes en Région de Bruxelles-Capitale ;

3° justifier d'une expertise dans le domaine du développement de l'alphabétisation et de l'apprentissage du français pour adultes ;

4° justifier d'une bonne connaissance des acteurs de l'alphabétisation et de l'apprentissage du français pour adultes en Région de Bruxelles-Capitale et être capable de fédérer des opérateurs en réseau.

IV. Conditions liées à l'exercice des missions

Le CREDAF dispose d'un encadrement qualitativement et quantitativement suffisant pour accomplir les missions prévues. A cette fin les fonctions suivantes sont au moins requises : personnel de direction, chargés de mission, personnel administratif et financier, accueillants, conseillers pédagogiques et formateurs. Elles peuvent être occupées également par du personnel engagé dans le cadre d'aides à l'emploi.

Dans le cadre de sa mission d'accueil et d'orientation des adultes francophones et non francophones vers les dispositifs d'alphabétisation et d'apprentissage du français les plus adéquats, le CREDAF assure l'accueil du public sur l'ensemble du territoire de Bruxelles-Capitale, l'oriente vers les dispositifs les mieux adaptés en accord avec le projet personnel du bénéficiaire et tient à jour un répertoire de l'ensemble des offres existantes sur le territoire de Bruxelles-Capitale.

Dans le cadre de sa mission de coordination des dispositifs d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour adultes, le CREDAF organise, au moins une fois par an, une rencontre de réflexion et d'information destinée aux acteurs de l'alphabétisation et de l'apprentissage du français pour adultes en région de Bruxelles capitale.

Il organise, d'initiative ou en fonction des besoins exprimés par les acteurs de l'alphabétisation et de l'apprentissage du français pour adultes, soit des groupes de travail thématiques ou transversaux, soit des rencontres ponctuelles entre les acteurs.

Il est chargé de faire circuler l'information relative à l'alphabétisation et de l'apprentissage du français pour adultes peu ou pas scolarisés, par les moyens les plus adaptés, au sein du secteur de l'alphabétisation et de l'apprentissage du français pour adultes ainsi qu'au sein du secteur de la Cohésion sociale.

Le CREDAF établit les critères de détachement des formateurs et motive ses décisions conformément à ceux-ci. Il informe les associations ou pouvoirs publics demandeurs et les services du Collège de ses décisions.

Le CREDAF s'engage à détacher le personnel nécessaire pour organiser un minimum de 820 heures-groupes hebdomadaires auprès des opérateurs soutenus pour l'axe prioritaire relatif à l'apprentissage du français et à l'alphabétisation définit au chapitre 2, section 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juin 2019 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 30 novembre 2018 relatif à la cohésion sociale.

Le CREDAF est tenu de veiller à la régularité des formateurs et, en cas d'absence de plus de un mois, de prendre des dispositions adaptées au maintien de la formation afin de ne pas pénaliser les apprenants et de maintenir le rythme d'apprentissage prévu.

Dans le cadre de sa mission liée à la dispense de formations d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour les personnes adultes francophones et non francophones peu ou pas scolarisées, le CREDAF vise les objectifs suivants :

1° Le développement de la citoyenneté des apprenants et leur autonomisation en les amenant à acquérir un niveau de connaissance du français oral et écrit suffisant en correspondance avec le Cadre Européen Commun de Référence pour les langues ou la typologie de l'offre élaborée par le comité de pilotage de la conférence interministérielle pour l'alphabétisation établie en vertu de l'accord de coopération du 2 février 2005 entre la Région wallonne, la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la région de Bruxelles-Capitale sur l'alphabétisation pour adultes;

2° L'apprentissage et l'appropriation du français parlé, lu et écrit en tant que levier d'émancipation, d'autonomisation, d'inclusion sociale et professionnelle.

Les apprenants sont les personnes adultes ne sachant pas ou peu lire ou écrire ou ne maîtrisant pas, et ce dans aucune langue, les compétences et savoirs de base correspondant au niveau de fin d'études primaires ou certificat d'enseignement de base, voire du premier degré de l'enseignement secondaire.

Les formations sont proposées tant aux hommes qu'aux femmes en veillant à assurer un équilibre de l'offre.

L'alphabétisation et l'apprentissage du français dispensés par le CREDAF ou par ses partenaires associatifs visent à amener l'apprenant à acquérir un niveau de connaissance du français oral et écrit correspondant à celui du certificat d'enseignement de base pour l'alphabétisation, voire du premier degré du secondaire pour l'apprentissage du français.

L'alphabétisation et l'apprentissage du français sont organisés de manière à permettre aux formateurs et aux apprenants d'expérimenter la diversité.

Les actions d'alphabétisation et d'apprentissage du français s'appuient sur des pédagogies émancipatrices et interculturelles développées dans une approche collective et participative visant à faire de l'apprentissage de la langue, de la lecture, de l'écriture, du calcul, des technologies de la communication, un outil d'expression sociale, de prise de parole, de pouvoir sur sa vie, son milieu et son environnement.

Conçues comme un processus d'apprentissage et de développement, elles visent à atteindre les buts des apprenants en respectant les durées d'apprentissage propres à chaque parcours personnel. L'objectif final est que l'apprenant s'approprie la langue française afin d'acquérir de meilleures possibilités de participation dans la société, une plus grande responsabilisation, et un accroissement de ses capacités d'autonomie et de socialisation.

Outre l'apprentissage du français tant oral qu'écrit, les cours doivent viser également à favoriser l'accessibilité des apprenants aux nouvelles technologies de la communication.

Le CREDAF est tenu de faire assurer ses formations par des formateurs formés pour dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français, de respecter les critères de qualité en offrant aux apprenants des locaux adaptés et du matériel de formation de qualité nécessaire à un bon apprentissage.

L'alphabétisation et l'apprentissage du français sont organisés par groupe d'une durée minimale de neuf heures hebdomadaires en journée et de quatre heures en soirée et les samedi ou dimanche.

Afin d'assurer la meilleure adéquation possible entre le profil de la demande de formation et l'offre existante, chaque apprenant passe un test de positionnement linguistique en français lors de sa demande d'inscription.

Le CREDAF organise des évaluations formatives pendant ou à la fin de chaque formation ou au moins une fois par an et assure une orientation adaptée des apprenants à la fin de chaque formation. Cette évaluation doit permettre aux apprenants de s'approprier leur progression et leurs acquis et au CREDAF d'analyser, avec l'apprenant, ses perspectives de progression.

Le CREDAF est tenu de veiller à la régularité des formateurs et, en cas d'absence de plus de un mois, de prendre des dispositions adaptées au maintien de la formation afin de ne pas pénaliser les apprenants et de maintenir le rythme d'apprentissage prévu.

Le CREDAF élabore annuellement pour le 30 avril au plus tard un rapport d'activités suivant le modèle fixé par l'administration. Ce rapport comporte pour chacune des cinq missions prévues par le décret une analyse et une présentation des activités du centre ainsi qu'une analyse globale des activités du centre.

V. Subventionnement

Une subvention forfaitaire annuelle de 918.000 euros indexés est octroyée au centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes. La subvention couvre des frais de rémunération, de formation et de fonctionnement.

VI. Procédures relatives à la désignation en tant que CREDAF

Les procédures relatives à la désignation, le renouvellement ou le retrait de la désignation par le Collège, du CREDAF sont fixées par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juin 2019 portant exécution du décret du 30 novembre 2018 relatif à la cohésion sociale en son chapitre 7 – section 1.

VII. Candidatures

Les candidatures doivent être envoyées par lettre recommandée au plus tard le 30e jour ouvrable suivant la publication de l'appel à candidature au *Moniteur belge*, par envoi recommandé à la poste à

La Commission communautaire française

Service Cohésion Sociale

Rue des Palais 42

1030 Schaerbeek

Ainsi qu'une copie à l'adresse cohesion sociale@spfb.brussels

Les actes de candidatures comporteront au moins :

1. Les statuts de l'ASBL.
2. Un argumentaire prouvant que le candidat répond aux conditions d'éligibilité (maximum 5 pages format A4);
3. Une description de la manière selon laquelle le candidat se propose de remplir les missions qui lui seront confiées, ainsi que des ressources humaines (qualifications, expérience...) et des moyens matériels dont il dispose (locaux, matériel...) pour ce faire (maximum 20 pages format A4);
4. Un rapport d'activité de l'année précédant la candidature;
5. Les comptes de l'asbl ainsi qu'un budget prévisionnel relatif aux missions du Centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes.

NAWAL BEN HAMOU,

Membre du Collège chargée de la Cohésion sociale

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/43797]

Het gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen (CREDAF). — Oproep tot kandidaatstelling

I. Wettelijke grondslag

Artikel 39 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang bepaalt dat het College een "Centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes" (gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen), hierna aangeduid als CREDAF, aanstelt dat het subsidieert.

Het besluit van 20 juni 2019 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang bepaalt in artikelen 97 en volgende de modaliteiten daarvan.

II. Het CREDAF is ermee belast:

1° Franstalige en niet-Franstalige volwassenen te onthalen en hen door te verwijzen naar de meest geschikte voorzieningen voor alfabetisering en Frans taalonderricht;

2° in samenhang met alle actoren ter zake, de voorzieningen voor alfabetisering voor Franstalige volwassenen en die voor alfabetisering en Frans taalonderricht voor niet-Franstalige volwassenen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te coördineren en zijn methodologische en pedagogische vakkundigheid en middelen ter zake ten dienste te stellen;

3° alfabetiserings- en Franse taalcurssussen te verstrekken aan laag- of ongeschoolde Franstalige en niet-Franstalige volwassenen;

4° de personen die instaan voor het verstrekken van de alfabetiserings- en Franse taalcurssussen alsook de andere beroepsmensen die nodig zijn om deze opleidingen in te richten, op te leiden en methodologisch en pedagogisch bij te staan;

5° bij zijn partners uit het verenigingsleven en de openbare sector geschoolde opleiders te detacheren om alfabetiserings- en Franse taalcurssussen te verstrekken aan laag- of ongeschoolde personen.

III. Voorwaarden om in aanmerking te komen

De kandidaat moet:

1° een Belgische vereniging zonder winstoogmerk zijn die erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de universiteiten en hogescholen, en hoofdzakelijk actief zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° een grondige kennis en ervaring van de sociale samenhang kunnen aantonen evenals een goede kennis van de Brusselse non-profitsector en de Brusselse instellingen;

kunnen aantonen dat hij beschikt over een grondige kennis en ervaring op het vlak van alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen alsook over een goede kennis van de actoren van de alfabetisering en het Frans taalonderricht voor volwassenen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° vakkundigheid kunnen aantonen op het vlak van alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen;

4° een goede kennis van de actoren van de alfabetisering en het Frans taalonderricht voor volwassenen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen aantonen evenals bekwaamheid om de operatoren in een netwerk te verenigen.

IV. Voorwaarden betreffende de uitvoering van de opdrachten

Het CREDAF wordt zowel op kwalitatief als op kwantitatief vlak voldoende uitgerust om de voorziene opdrachten te kunnen vervullen. Daartoe zijn minstens de volgende functies vereist: directiepersoneel, opdrachthouders, administratief en financieel personeel, onthaalmedewerkers, pedagogische adviseurs en opleiders. Zij kunnen tevens ingevuld worden door personeel dat wordt aangeworven in het kader van de tewerkstellingssteun.

In het kader van zijn opdracht om Franstalige en niet-Franstalige volwassenen te onthalen en hen door te verwijzen naar de meest geschikte voorzieningen voor alfabetisering en Frans taalonderricht, ontvangt het centrum mensen van over heel het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om hen door te verwijzen naar de voorzieningen die het best afgestemd zijn op het persoonlijk project van de begunstigde en houdt het een inventaris bij van het volledige bestaande aanbod op het Brusselse hoofdstedelijke grondgebied.

In het kader van zijn opdracht om voorzieningen voor alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen te coördineren, organiseert het centrum minstens één keer per jaar een reflectie- en informatiegesprek voor de actoren van de alfabetisering en het Frans taalonderricht voor volwassenen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het organiseert uit eigen beweging of naargelang de behoeften die tot uiting gebracht worden door de actoren van de alfabetisering en het Frans taalonderricht voor volwassenen, hetzij thematische of transversale werkgroepen, hetzij gerichte ontmoetingen tussen de actieve krachten.

Het krijgt de taak om de informatie in verband met alfabetisering en Frans taalonderricht voor laag- of ongeschoolde volwassenen te laten doorstromen aan de hand van de meest geschikte middelen binnen de sector van de alfabetisering en het Frans taalonderricht voor volwassenen alsook binnen de sector van de sociale samenhang.

Het CREDAF stelt de criteria vast die gelden voor het detacheren van de opleiders en motiveert zijn beslissingen overeenkomstig daarmee. Het centrum brengt de aanvragende verenigingen of overheden en de diensten van het College op de hoogte van zijn beslissingen.

Het CREDAF verbindt zich ertoe het nodige personeel te detacheren om minstens 820 wekelijkse groepsuren te organiseren bij de operatoren die steun krijgen voor de prioritaire krachtlijn inzake Frans taalonderricht en alfabetisering omschreven in hoofdstuk 2, afdeling 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juni 2019 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang.

Het CREDAF moet waken over de regelmaat van de opleiders en, bij afwezigheid van meer dan een maand, de passende maatregelen treffen om de opleiding te laten voortlopen zodat de cursisten geen nadeel ondervinden en om het vooropgestelde leerritme aan te houden.

In het kader van zijn opdracht om alfabetiserings- en Franse taalcursussen te verstrekken aan laag- of ongeschoolde Franstalige en niet-Franstalige volwassenen, streeft het centrum de volgende doelstellingen na:

1° burgerzin ontwikkelen bij de cursisten en hen autonoom maken door hen een mondelinge en schriftelijke kennis van het Frans bij te brengen op een niveau dat overeenstemt met het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen of het aanbod uitgewerkt door het stuurcomité van de interministeriële conferentie voor alfabetisering opgericht ingevolge het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2005 tussen het Waals Gewest, de Franse gemeenschap van België en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de alfabetisering van volwassenen;

2° leren Frans spreken, lezen en schrijven en zich de taal eigen maken als hefboom voor emancipatie, zelfredzaamheid en sociale en professionele inclusie;

De cursisten zijn volwassenen die niet of amper kunnen lezen of schrijven of die in geen enkele taal de basisvaardigheden en -kennis beheersen die overeenstemmen met het beoogde niveau na het voltooien van het lager onderwijs of het behalen van het getuigschrift basisonderwijs of na de eerste graad van het middelbaar onderwijs.

De opleidingen worden zowel voor mannen als vrouwen aangeboden en er wordt een evenwichtig aanbod nastreefd.

De alfabetiserings- en Franse taalcursussen die verstrekt worden door het centrum of door partnerverenigingen hebben tot doel de cursist een mondelinge en schriftelijke kennis van het Frans bij te brengen op een niveau dat, wat de alfabetiseringslessen betreft, overeenstemt met het getuigschrift basisonderwijs en, wat de taalcursussen Frans betreft, overeenstemt met de eerste graad van het middelbaar onderwijs.

De alfabetiserings- en Franse taalcursussen worden zodanig georganiseerd dat de opleiders en de cursisten in aanraking komen met diversiteit.

De alfabetiserings- en Franse taalcursussen steunen op een emancipatorische en interculturele pedagogische benadering met een collectieve en participatieve invulling die ertoe strekt de cursisten taal-, lees-, schrijf- en rekenvaardigheden bij te brengen en hen te leren omgaan met de communicatietechnologieën, zodat zij in staat worden gesteld zich in de maatschappij uit te drukken, te spreken in het openbaar en vat te hebben op hun eigen leven, leefwereld en omgeving.

Ze zijn opgevat als een leer- en ontwikkelingsproces, dat erop gericht is de doelen van de cursisten te bereiken. Daarbij wordt tevens rekening gehouden met de leertijd die eigen is aan ieder persoonlijk traject. Het is uiteindelijk de bedoeling dat de cursisten zich de Franse taal eigen maken, waardoor zij betere kansen krijgen om deel te nemen aan de maatschappij, meer verantwoordelijkheid kunnen dragen en grotere zelfstandige en sociale vaardigheden kunnen verwerven.

Naast het aanleren van Frans, zowel mondeling als schriftelijk, moeten de cursussen er tevens op gericht zijn de cursisten in contact te brengen met de nieuwe communicatietechnologieën.

Het centrum is verplicht om zijn opleidingen te laten geven door opleiders die gevormd zijn om mensen te leren lezen en schrijven en Frans aan te leren en zich te houden aan de kwaliteitscriteria door de cursisten aangepaste lokalen en kwaliteitsvol opleidingsmateriaal te bieden, zodat het leerproces goed kan verlopen.

De alfabetiserings- en Franse taalcursussen worden ingericht per groep en worden gespreid over minstens negen uur per week overdag en over vier uur tijdens de avond en op zaterdag of zondag.

Om het profiel van de vraag naar een opleiding en het bestaande aanbod zo goed mogelijk op elkaar te kunnen afstemmen, legt iedere cursist bij zijn inschrijvingsaanvraag een taalniveautest Frans af.

Het centrum organiseert tijdens of aan het einde van iedere opleiding of minstens één keer per jaar formatieve evaluaties en zorgt bij het aflopen van iedere opleiding voor een passende doorverwijzing van de cursisten. Dankzij deze evaluatie kunnen de cursisten zich hun vorderingen en verworven vaardigheden eigen maken en kan het centrum samen met de cursist nagaan hoe deze nog verder vooruitgang kan boeken.

Het centrum moet waken over de regelmaat van de opleiders en, bij afwezigheid van meer dan een maand, de passende maatregelen treffen om de opleiding te laten voortlopen zodat de cursisten geen nadeel ondervinden en het vooropgestelde leerritme aan te houden.

Het centrum werkt jaarlijks ten laatste tegen 30 april een activiteitenverslag uit op basis van het door de administratie vastgelegde model. Dat verslag bevat voor elk van de vijf in het decreet bepaalde opdrachten een analyse en een voorstelling van de activiteiten van het centrum, alsook een algemene analyse van de activiteiten van het centrum.

V. Subsidiëring

Een jaarlijkse forfaitaire, geïndexeerde subsidie van 918.000 euro wordt toegekend aan het gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen. De subsidie dekt bezoldigings-, opleidings- en werkingskosten.

VI. Procedures voor de aanstelling van een CREDAF

De procedure voor de aanstelling, hernieuwing en beëindiging van de aanstelling van het centrum door het College, is vastgelegd in hoofdstuk 7, afdeling 1, van het besluit het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juni 2019 houdende uitvoering van het decreet van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang.

VII. Kandidaturen

De kandidaturen moeten binnen dertig werkdagen na het verschijnen van de oproep tot kandidaatstelling in het *Belgisch Staatsblad* bij een ter post aangetekend schrijven worden toegestuurd aan

De Franse Gemeenschapscommissie

Dienst Sociale Cohesie

Paleizenstraat 42

1030 Schaarbeek

Er moet ook een kopie worden verstuurd naar cohesionsociale@spfb.brussels

De akten van kandidaatstelling dienen minstens te omvatten:

1. Statuten van de vzw.
2. Een verantwoording die aantoont dat de kandidaat beantwoordt aan de gestelde voorwaarden om in aanmerking te komen (maximaal 5 A4-pagina's);
3. Een beschrijving van de wijze waarop de kandidaat zich voorneemt de opdrachten te verrichten die hem worden toebedeeld, alsook de menselijke middelen (kwalificaties, ervaring, ...) en de materiële middelen (lokalen, materiaal, ...) waarover hij hiertoe beschikt (maximaal 20 A4-pagina's);
4. Een activiteitenverslag van het jaar dat aan de kandidatuur voorafgaat;
5. De rekeningen van de vzw en een voorbegroting voor de opdrachten van het gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen.

NAWAL BEN HAMOU,
Collegelid bevoegd voor Sociale Samenhang

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/43796]

Centre régional pour le développement de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté (CREDASC). — Appel à candidatures

1. Base légale

Le Décret de la Commission communautaire française du 30 novembre 2018 relatif à la Cohésion sociale prévoit, en son article 43, que le Collège désigne et subventionne un Centre régional pour le développement de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté, dénommé CREDASC.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juin 2019 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 30 novembre 2018 relatif à la cohésion sociale en précise les modalités aux articles 107 et suivants.

2. Missions

Ce centre est chargé de :

1°) accompagner méthodologiquement les opérateurs de cohésion sociale agréés pour une action de l'axe prioritaire « soutien et accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté », en cohérence avec tous les acteurs en la matière, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et avec les missions de ceux-ci concernant le développement global de l'enfant et du jeune, et apporter, à la demande de ses partenaires, son expertise méthodologique et pédagogique en cette matière;

2°) orienter les jeunes et les enfants, en cohérence avec tous les acteurs en la matière, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, vers les dispositifs d'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté;

3°) orienter vers ou offrir des formations utiles pour ces opérateurs;

4°) organiser la rencontre des opérateurs de terrain afin d'émettre des recommandations et remettre des avis sur la mise en pratique de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté à partir des constats de terrain et des rencontres organisées;

5°) évaluer l'application et la mise en œuvre du décret particulièrement en ce qui concerne les actions de l'axe prioritaire « soutien et accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté ».

3. Conditions d'éligibilité

Pour être désignée, l'association candidate doit :

- 1°) remplir les missions prévues à l'article 43§ 2 du Décret;
- 2°) être une association sans but lucratif belge et exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 3°) justifier d'une connaissance approfondie et d'une expérience sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de soutien aux structures octroyant des services d'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté des enfants et des jeunes ainsi que d'une bonne connaissance des acteurs de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté et des écoles de devoirs telles que définies par le décret de la Communauté française du 30 juin 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs.

4°) Le candidat doit être capable d'assurer seul la réalisation des missions du CREDASC prévues par le décret, et ne peut sous-traiter en tout ou partie ses activités, sauf autorisation expresse et préalable du Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale. Il développe des synergies avec les acteurs sectoriels de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté.

4. Conditions liées à l'exercice des missions

1°) Le CREDASC élabore un rapport annuel. Ce rapport annuel doit être remis au Collège, chaque année, au plus tard pour le 30 avril de l'année suivant l'année traitée par le rapport.

2°) Il organise, au moins une fois par an, une rencontre de tous les opérateurs agréés pour des actions prioritaires de soutien à la scolarité et à la citoyenneté.

3°) Il organise, d'initiative ou en fonction des besoins exprimés par les opérateurs agréés, les concertations locales, le membre du Collège en charge de la cohésion sociale ou la chambre des coordination locale, soit des groupes de travail thématiques ou transversaux, soit des rencontres ponctuelles entre les acteurs.

4°) Il est chargé de faire circuler l'information, par les moyens les plus adaptés au sein du secteur de la cohésion sociale.

5°) Il est chargé de faire circuler l'information relative au soutien à la scolarité et à la citoyenneté, par les moyens les plus adaptés, au sein du secteur.

6°) Il favorise l'échange de bonnes pratiques, le renforcement de la mise en réseau des opérateurs et la mutualisation des ressources.

5. Moyens budgétaires alloués

Le montant de la subvention forfaitaire annuelle octroyée au CREDASC désigné est de 75.000 euros. La subvention couvre des frais de rémunération, de formation et de fonctionnement. Cette subvention est indexée annuellement.

Un minimum de 60 % du montant doit être affecté à des frais de rémunérations, charges patronales comprises.

6. Candidatures

Les candidatures doivent être adressées, au plus tard le 30e jour ouvrable suivant la publication de l'appel à candidatures au *Moniteur belge*, par envoi recommandé à

La Commission communautaire française

Service Cohésion Sociale

Rue des Palais 42

1030 Schaerbeek

Ainsi qu'une copie à l'adresse cohesion sociale@spfb.brussels

Les actes de candidatures comporteront au moins :

1. Les statuts de l'A.S.B.L.;
2. Un argumentaire prouvant que le candidat répond aux conditions d'éligibilité (maximum 5 pages format A4);
3. Une description de la manière selon laquelle le candidat se propose de remplir les missions qui lui seront confiées, ainsi qu'une description des ressources humaines (qualifications, expérience...) et des moyens matériels dont il dispose (locaux, matériel...) pour ce faire (maximum 20 pages format A4);
4. Un rapport d'activité de l'année précédent la candidature;
5. Les comptes de l'asbl ainsi qu'un budget prévisionnel relatif aux missions de CREDASC.

NAWAL BEN HAMOU,

Membre du Collège chargée de la Cohésion sociale

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2020/43796]

Het gewestelijk centrum voor de bevordering van de school- en burgerschapsbegeleiding (CREDASC). — Oproep tot kandidaatstelling

1. Wettelijke grondslag

Artikel 43 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang bepaalt dat het College een "Centre régional pour le développement de l'accompagnement à la scolarité et la citoyenneté" (gewestelijk centrum voor de bevordering van de school- en burgerschapsbegeleiding), hierna aangeduid als CREDASC, aanstelt dat het subsidieert.

Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juni 2019 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang bepaalt in artikelen 107 en volgende de modaliteiten daarvan.

2. Opdrachten

Dit centrum is ermee belast:

1°) in samenhang met alle actoren ter zake, de operatoren voor sociale samenhang die erkend zijn voor een actie van de prioritaire krachtlijn "De begeleiding van kinderen en jongeren bij hun scholing en het bijbrengen van burgerzin" op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij te staan op het vlak van methodologie alsook bij de taken die deze vervullen inzake de algemene ontwikkeling van het kind en de jongere en op verzoek van zijn partners zijn methodologische en pedagogische vakkundigheid ter zake ten dienste te stellen;